



LES ESSENTIELS DE LA CONVERSATION AVEC LAURA BERLINGO

“ Lutter contre les Violences Gynécologiques et Obstétricales, c'est adopter des pratiques de médecine et de soins universelles, notamment le consentement. ”

Le 16 février 2022, Laura Berlingo est l'invitée du cycle Féminismes et Santé d'Equipop, l'occasion d'interroger la pratique de la gynécologie avec un regard féministe. Comment mieux prévenir et prendre en charge les violences gynécologiques et obstétricales ? Qu'est-ce qu'une éducation sexuelle féministe ? Comment les femmes peuvent-elles se réapproprier le savoir médical ? Retrouvez dans cette fiche les essentiels de la conversation.

1-L'EXISTENCE DES VGO, UNE PRISE DE CONSCIENCE TARDIVE

En 2014, #PayeTonUtérus secoue Twitter : 7 000 témoignages de patient·e·s sont publiés en 24h, les médias s'emparent du sujet. Alors que certain·e·s dénoncent un gynéco-bashing, pour Laura Berlingo c'est le début d'une prise de conscience : les gynécologues doivent se remettre en question, non les patient·e·s. L'urgence est à la reconnaissance des violences gynécologiques et obstétricales.

Laura Berlingo est gynécologue obstétricienne, spécialisée en santé sexuelle et soin aux femmes victimes de violence. Elle travaille à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris où elle a participé à l'émergence d'une Maison des Femmes. Enseignante à Sorbonne Université, elle a notamment créé le Diplôme Universitaire « Santé Sexuelle pour tous·tes ». Elle a écrit l'essai *Une sexualité à soi - Libérée des normes*, publié en janvier 2021 aux éditions Les Arènes.

Le cycle « Féminismes et santé » consiste en une série de rencontres - en France, à Ouagadougou et à Dakar - avec des invité·e·s de profils et de pays différents, portant des points de vue pluridisciplinaires. A travers ce cycle, il s'agit de mieux s'imprégner des nombreux apports féministes en matière de santé et d'en discuter les implications en termes de pratiques tout comme de politiques, et ce dans différentes aires géographiques.

Les violences gynécologiques et obstétricales (VGO)

« Les violences obstétricales sont les violences infligées par les soignant·e·s (médecin, gynécologue, sage femme, anesthésiste, étudiant...) pendant la grossesse et l'accouchement. Les violences gynécologiques peuvent survenir tout au long de la vie.

Les violences gynécologiques et obstétricales peuvent s'exprimer de nombreuses façons : propos malveillants ou infantilissants, non-respect des droit des patient·e·s (notamment celui d'être informé·e et de pouvoir refuser des soins), ou absence d'anesthésie pendant les actes chirurgicaux. » - Collectif Pour une M.E.U.F (Pour une Médecine Engagée Unie et Féministe)

“ La libération de la parole
c'est bien, mais il faut aussi
l'écoute de la parole. ”

Laura Berlingo réalise notamment que certains actes problématiques du quotidien sont tellement transmis et intériorisés que l'on ne mesure plus leur impact sur les patient·e·s. Bien qu'il ne soit pas évident pour une partie des médecins de questionner la formation élitiste qu'ils reçoivent, c'est par effort d'empathie qu'ils peuvent réaliser leur maltraitance et modifier leurs pratiques.

Émerge dans le même temps l'enjeu de se battre pour de meilleures conditions de travail afin de lutter contre la cause institutionnelle de certaines maltraitances. Des charges de travail très importantes et le manque de moyens matériels empêchent les gynécologues de prendre en charge tou·te·s leurs patient·e·s dans les meilleures conditions.

2-LES VGO, UN ENJEU FÉMINISTE

Les médecins doivent déjà se référer à la loi : refuser certaines pratiques autorisées et légales (la stérilisation par exemple) est répréhensible. Nul besoin de s'identifier comme féministe pour respecter la déontologie. En défendant l'application simple des principes fondamentaux de la médecine à la pratique de la gynécologie, on peut lutter contre les VGO. On retrouve par exemple le respect du consentement dans la loi Kouchner 2002, *"aucun acte médical, ni aucun traitement ne peut être pratiqué sans le consentement libre et éclairé de la personne et ce consentement peut être retiré à tout moment"*.

Cependant, comme dans tous les domaines de la société, la médecine n'échappe pas aux violences sexistes et le sexisme chez les praticien·ne·s concerne tous·tes les professionnelles, quel que soit leur genre. Nombreuses VGO sont des violences sexistes. La gynécologie est un domaine qui concentre un rapport de pouvoir qui peut être en défaveur des femmes. Elles sont trop souvent peu écoutées, voire infantilisées. La lutte contre les violences gynécologiques et obstétricales est ainsi un enjeu féministe fondamental de défense des droits et la santé sexuels et reproductifs.

3-POUR UNE GYNÉCOLOGIE FÉMINISTE

Laura Berlingo croit beaucoup en la formation initiale pour transformer les pratiques, c'est d'ailleurs l'une des raisons de la création du diplôme universitaire [Santé Sexuelle pour tous·tes](#). Elle estime aussi qu'il faut parler des VGO et les reconnaître.

Afin de dépasser les barrières du sexisme, il faut tout d'abord sortir du déni de son existence, comprendre sa gravité et ses enjeux. Penser que l'on doit exercer le métier de la même manière sur tous·tes les patient·e·s, c'est faire perdurer ce déni.

Même si cela demande de nombreux efforts collectifs et politiques, ainsi que de la patience, il faut aussi déprotocoliser et laisser plus de place à l'écoute des patient·e·s.

Les protocoles médicaux sont nécessaires mais il faut aussi savoir les dépasser. Par exemple, vouloir accoucher à domicile est encore perçu comme une posture de résistance, face à l'accouchement à l'hôpital qui est devenu la norme. Mais les femmes doivent pouvoir choisir les conditions de leurs accouchements. Les professionnel·le·s de santé doivent apprendre à remettre en question les idées préconçues et paternalistes présentes dans le domaine. Selon Laura Berlingo, les professionnel·le·s de santé doivent également favoriser la réappropriation du savoir médical par les femmes afin qu'elles puissent avoir accès à une meilleure connaissance et compréhension de leur corps.

4-L'ÉDUCATION SEXUELLE POSITIVE

“ L'éducation positive à la sexualité, c'est ne pas être seulement focalisé sur le biologique et la maladie mais aussi parler de ce que ça peut apporter de positif : le désir, le plaisir, les organes génitaux, la joie - tout en continuant à parler de lutte contre les Violences Sexistes et Sexuelles, d'égalité, de consentement. On ne peut pas faire l'un sans l'autre. ”

En France, les adolescent·e·s et jeunes ne bénéficient pas, ni en quantité ni en qualité, de l'éducation sexuelle complète pourtant prévue par la loi de 2001 (voir l'[enquête sur les séances d'éducation à la sexualité au collège et au lycée par Nous Toutes](#)). Pour Laura Berlingo, les jeunes devraient avoir accès à une éducation sexuelle positive qui prend notamment en compte la notion de plaisir et de désir. Informer les femmes et les jeunes, c'est faire face au manque de connaissances de leur propre corps et redonner

le pouvoir aux personnes sur leur propre corps, via une réappropriation du savoir médical.

Si la vigilance sur la véracité des informations et la fiabilité de leurs sources doit être de mise, les séries (comme [la série ivoirienne MTV Shuga Babi](#)) ou les réseaux sociaux peuvent aussi être des canaux efficaces d'éducation sexuelle complète et positive.

ZOOM SUR...

L'IMPACT DE LA SITUATION SANITAIRE

La pandémie a contribué à l'augmentation des violences gynécologiques et obstétricales, notamment dans les maternités. L'épuisement des soignants et la saturation des hôpitaux ont pu amplifier les actes de maltraitance. Les parents ont également été victimes de contraintes liées aux mesures sanitaires (comme l'exclusion du co-parent).

Pour pallier les difficultés liées à la surcharge des centres de santé, l'Etat français a choisi d'étendre la période légale pour réaliser une Interruption Volontaire de Grossesse (14 à 16 semaines de grossesse). Même si cela est une belle avancée, elle reste, pour Laura Berlingo, insuffisante.

LA POSITION DE LAURA BERLINGO SUR L'AVORTEMENT

Sur la question controversée des délais d'accès à l'avortement, Laura Berlingo se positionne pour un droit d'accès à l'IVG jusqu'à 36 semaines de grossesse. D'un point de vue technique, il s'agirait du même procédé médical que pour les Interruptions Médicales de Grossesse (IMG). Demander une IVG à ce stade est le fruit d'une décision réfléchie, le plus souvent face à des situations difficiles. Changer la loi n'impliquerait pas une modification du comportement des femmes et le recours à l'IVG à 36 semaines resterait extrêmement rare. Pour Laura Berlingo, le choix de mener à terme ou non une grossesse doit appartenir aux femmes : "ce qui est dans l'utérus d'une femme lui appartient, quel que soit le stade de la grossesse".

POUR ALLER PLUS LOIN

- [Rediffusion de la conversation](#)
- [Violences obstétricales et gynécologiques - Rapport de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination du Conseil de l'Europe](#)
- [Les actes sexistes durant le suivi gynécologique et obstétrical - Rapport du Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes \(HCE\)](#)
- [Violences basées sur le genre, guide pour comprendre et agir - Equipop](#)

CRÉDITS

Illustration : Silène Audibert
Directrices de la publication :
Ndeye Khady Babou et Aurélie Gal-Régniez
Rédactrice en cheffe et création graphique :
Marion Lambert
Comité de rédaction :
Loranne Charrier, Leila Chtayti,
Laura Derache, Camille Doz,
Anne-Isabelle Moritz

EQUIPOP

www.equipop.org
info@equipop.org



Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, assistance technique et construction de partenariats pour améliorer les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde. Equipop agit au plus près des territoires à travers un partenariat solide avec les acteurs et actrices du changement jusqu'au plus haut niveau des prises de décision à l'international. Equipop promeut des valeurs féministes et place l'approche genre au cœur de ses interventions.

**EQUI
POP.
ORG**